

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 275

Artikel: Quand les partis se lancent dans les nettoyages de printemps
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026523>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La théorie et la pratique

On parle beaucoup de l'université, ces temps-ci. Beaucoup aussi du baccalauréat. Limitation des entrées à l'université, « *numerus clausus* », examen propédeutique... Les uns s'en prennent à la « démocratisation des études », coupable, selon eux, d'avoir engorgé tant les établissements secondaires que les facultés. Les autres dénoncent tout au contraire cette même démocratisation, qui ne serait qu'une fausse démocratisation et n'aurait guère permis aux enfants des « travailleurs » d'accéder aux études universitaires ! Entre les deux, les malheureux enseignants — et leurs élèves ! — ne savent plus à quel saint se vouer.

Le diagnostic patronal

Sous le titre « Quel baccalauréat voulons-nous ? », les Groupements patronaux vaudois donnent leur avis. Selon eux, la « démocratisation des études » recouvre deux notions: « La première concerne la suppression de tous les obstacles financiers « par la gratuité de l'enseignement et l'octroi de bourses; la seconde « consiste dans l'accession du plus grand nombre possible de jeunes gens aux établissements d'enseignement supérieur (...) grâce... à la diminution des exigences posées à l'obtention du baccalauréat ». Estimant que le premier objectif est juste, les Groupements patronaux condamnent le deuxième, qui « mène à une impasse ».

Difficile égalité

Faut-il le répéter ? La « suppression de tous les obstacles financiers » est absolument insuffisante à une véritable démocratisation des études. Entre le fils de petit employé ou d'ouvrier, chez qui souvent il n'y a pas de livres, qui ne peut compter sur aucune aide de la part de ses parents (qui n'ont pas fait d'études; qui sont souvent épuisés par leur

travail; qui ne peuvent payer à leur enfant de leçons particulières), et le fils d'une famille aisée, qui trouve à la maison tous les instruments de travail et toute l'aide dont il a besoin, il n'y a pas d'égalité.

En vérité, si mes parents n'avaient pas pu m'envoyer par deux fois en Allemagne et une fois en Angleterre, je doute que je serais parvenu à faire des études. « Parfait, me diront ces messieurs des Groupements patronaux. Voilà qui prouve que vous n'étiez pas capable de... » etc. ! Peut-être... J'avais toutefois pour camarade de gymnase un actuel responsable de ces mêmes Groupements, qui redoublait son inférieure, parce qu'il avait échoué... Et qui a continué ensuite sans broncher; baccalauréat, études, licence. Qu'en aurait-il été si ses parents n'avaient pas pu supporter une année supplémentaire de frais, de « manque à gagner » ? Quant à la diminution des exigences, à la baisse de niveau des bacheliers, elle est on ne peut plus discutable. D'une part, le taux d'échecs au gymnase reste très élevé; d'autre part, nos gymnasiens qui en savent moins que leurs aînés dans certains domaines, en savent plus dans d'autres. Je conseille vivement à ces Messieurs de tenter de résoudre les problèmes de géométrie, d'algèbre ou de physique qui sont proposés à nos futurs bacheliers ! Mais les Groupements patronaux parlent de « l'engorgement » des établissements secondaires et des facultés. Discutable également: de 1972 à 1973, le nombre des physiciens formés par l'EPFL a passé de 158 à 155; celui des ingénieurs en génie civil de 351 à 335; celui des chimistes de 173 à 168... « Le corps des professeurs n'est pas extensible à volonté: il n'y a pas d'université lorsqu'on se contente de personnalités sans rayonnement », poursuit l'article cité. Fort bien. Mais pourquoi se contenter ? Comment une université qui *jamais* ne met un poste au concours, qui tient absolument à faire sa cuisine dans la plus stricte intimité,

peut-elle être sûre qu'il n'est pas possible de renouveler et d'enrichir son corps professoral ?

Les gymnases sont engorgés ? Le contraire serait étonnant: depuis la fin de la guerre, l'agglomération lausannoise a passé de 140 000 habitants à 220 000, alors que dans le même laps de temps, aucun nouveau gymnase n'a été ouvert et qu'on s'est contenté de solutions de fortune, allant de la location à grand prix de quelques salles dans des maisons locatives plus ou moins bien situées à l'édification de baraquements dans la cour des anciens établissements ?

« Le véritable problème n'est pas de créer les conditions qui permettront à chacun d'entreprendre des études... »; si, car ces conditions, on n'a pas encore tenté sérieusement de les créer; « ... il est de savoir comment on fait pour que ceux qui entreprennent soient, sauf accident, en situation de terminer. » Voilà qui est fort bien dit. Mais de cela non plus, on ne s'est pas trop préoccupé.

J. C.

Quand les partis se lancent dans les nettoyages de printemps

A chaque printemps, les partis s'avancent, bien modestement, sur la scène de l'actualité; ils tiennent congrès. C'est l'occasion d'une promenade à travers l'éventail politique suisse. Ces partis qui, selon la définition admise, doivent permettre la formation de la volonté politique, mais que la Constitution ignore sans autre, ces partis qui, dès que l'on quitte la scène communale ou cantonale, s'effacent derrière la grisaille du compromis helvétique, quel est leur visage printanier ?

Renouveau trompeur

Départ chez les démocrates-chrétiens: le secrétaire général Urs Reinhardt a claqué la porte. Une information qui a fait peu de bruit en Suisse romande

et qui pourtant ne manque pas d'importance. Entré en fonction en 1969, il a été l'instigateur, avec un groupe de jeunes universitaires, du renouveau du parti. « Centre dynamique », le PDC a réussi à se faire une image de marque, celle d'un parti moderne et délibérément réformiste: renforcement des structures internes, mais aussi réflexion sur les institutions; on se souvient du contrat de législation, de la possibilité d'instituer un parlement professionnel et de modifier le système électoral. Mais ce secrétariat entreprenant n'a pas été suivi par sa base, ou plutôt par ses barons cantonaux. Au dernier congrès, Reinhardt, avant de s'en aller, a souligné le manque d'unité du parti et a dénoncé l'influence des chefs locaux. La façade moderniste se lézarde, le centre dynamique redevient la droite conservatrice; le PDC reste un parti de notables appuyés par un électorat pré-conciliaire. A Genève, les démo-chrétiens, sentant venir le vent, étudient à nouveau la possibilité de larguer leur étiquette chrétienne.

Notables tout-puissants

Parler du parti radical, c'est aussi parler des notables; mais qui eux, ne se font pas de frayeur avec des programmes ambitieux. Comme chaque année, ils choisissent un thème large, les discussions restent sans réelle portée pratique, les résolutions sont sans surprise, à quelques rares exceptions près (cf. encadré ci-dessous).

Faible direction

Chez les socialistes, l'atmosphère est bien différente. Les militants sont là, remuants. La direction ploie sous le poids des propositions. Des propositions qui partent dans toutes les directions; le PSS est le principal utilisateur de l'initiative populaire. Mais il est difficile de trouver, dans cette exubérance d'idées, une ligne directrice cohérente. Paradoxalement le PSS, qui n'a pas participé à l'édification des institutions politiques au siècle passé, ne remet pas en question le cadre de

son action. Sous cet aspect, il est plutôt conservateur. Mais surtout, le parti de la gauche démocratique est faiblement dirigé; par un président surchargé et par un secrétariat inexistant. Dès lors la vitalité de sa base se perd quelque peu par l'absence d'un organe qui devrait faire le lien entre les sections et le groupe parlementaire.

Un jeu personnel

Restent les nouveaux venus de l'extrême-centre, dont les dissensions parviennent jusqu'aux oreilles de l'opinion publique. La chose n'est pas nouvelle. Schwarzenbach cherche à se dégager des xénophobes. Avant les élections nationales déjà, il

avait rompu avec l'Action nationale pour créer le Mouvement républicain; il y a quelques mois il faisait des avances à l'Union démocratique du centre. Schwarzenbach est un habitué des ruptures, parce qu'il sait où il veut aller. La xénophobie n'a été pour lui qu'un cheval de bataille temporaire qui lui a permis de se lancer dans l'arène politique. Il cherche maintenant à élargir sa plateforme; le Mouvement républicain vient de publier un embryon de programme. Les idées y sont un peu courtes, mais suffisantes pour rallier des conservateurs. Schwarzenbach a un avantage certain sur les partis bourgeois dans la conquête de ces suffrages: il est vierge de toute responsabilité gouvernementale.

Pétards mouillés ?

Que s'est-il passé à Rapperswil, le 24 mai, au congrès du Parti radical suisse lors de l'examen du rapport de gestion du parti. Le « Tages-Anzeiger » du 25 mai titrait « Des « jeunes Turcs » à l'attaque au congrès de Rapperswil » et rapportait que de jeunes délégués avaient critiqué la structure ultra-fédéraliste du parti, le poids des détenteurs de mandats, le financement qui n'est pas assuré par les membres (de sorte qu'à la suite du refus d'un financement par les fonds publics, on peut se demander qui finance en réalité le travail du parti). Faudra-t-il subir une grosse défaite électorale avant de provoquer les réformes de structure nécessaire ? C'était en fait la question de fonds.

Nous n'avons rien trouvé de semblable dans la presse romande représentée au congrès. En revanche, la « Neue Zürcher Zeitung » fait état d'une déclaration de l'ancien président Schmitt favorable au maintien des structures fédéralistes du parti, le même sujet étant abordé par Ulrich Pfister, de Zurich, en tant que représentant d'un groupe de travail qui s'est occupé de

définir les principes et de reviser les statuts et les structures du parti; l'orateur s'est plaint que le mandat ait été transmis, sans mot dire, à un autre groupement; il a même cité des cas pour démontrer comment les propositions des simples membres du parti ou des jeunes sont entermées; il est allé jusqu'à parler de sous-développement de la démocratie interne. A ces attaques, selon la NZZ, le président central et le secrétaire ont répondu par des paroles apaisantes.

Ce n'est pas l'avis d'un autre journal radical, « Der Bund », qui estime que le secrétaire-général a répondu sur un ton désagréable (for-schem Tone).

Enfin Henri Stranner, dans la « National Zeitung », parle des protestations de deux rédacteurs de la « NZZ » au sujet de la mise à l'écart des propositions du groupe de travail sur les structures.

Cessera-t-on bientôt de ronronner un peu au congrès radical (l'expression est de Georges Plomb) et convenait-il de relever cette tentative d'animer les débats ? L'avenir le montrera, mais il semble bien en tout cas qu'une réforme de structure n'est pas pour demain.